

Dr. Pia Nordblom

La politique étrangère sur une petite échelle? Le jumelage des communes comme oeuvre de paix

Cérémonie commémorative pour la paix à l'occasion de la Journée de deuil national allemand
le 16.11.2008, Mairie de Greven, 11 h.30

Monsieur le Professeur, Mesdames et Messieurs les représentants de la vie publique,
Mesdames et Messieurs,

Je remercie Monsieur le Professeur Korfsmeier de l'aimable invitation à me rendre à Greven qu'il m'a adressée au nom du maire, Monsieur Vennemeyer, invitation à laquelle j'ai répondu avec le plus grand plaisir. En tant qu'historienne, je me réjouis tout particulièrement de l'intérêt suscité par les résultats des recherches entreprises par ma profession et de la contribution des historiens, grâce à leur regard sur le passé, à aiguïser les sensibilités pour mieux déterminer les orientations de la vie publique d'aujourd'hui.

Il y a quelques semaines seulement, vous avez célébré à Greven entourés de nombreux invités de Montargis le 40e anniversaire du jumelage entre les deux villes par de multiples manifestations. À cette occasion, vous avez réuni des femmes et des hommes de toutes générations ayant des affinités dans les domaines plus divers et vous leur avez fait partager des événements du monde de la musique ou du sport par exemple. Plus d'un Grevenois s'efforce d'acquérir des connaissances en langue française et, au cours de ces rencontres, bien des élèves saisissent leur courage à deux mains pour mettre en pratique les leçons de français apprises à l'école et se lancer en toute liberté dans la conversation.

Mais quel rapport y a-t-il réellement entre ces remarques à propos des journées joyeuses et festives à Greven et la vraie raison de notre réunion d'aujourd'hui? Ne s'agit-il donc pas de commémorer dignement la Journée de deuil national allemand? Cette journée n'est-elle pas traditionnellement une journée où les notables, des représentants de la vie publique d'un certain âge, se voient contraints d'enfiler un costume sombre, n'est-ce pas une célébration au cours de laquelle, conscients de leur devoir et la mine grave, ils prêtent une oreille attentive à l'allocution commémorative du maire aux accents patriotiques et nationaux, une cérémonie du souvenir qui s'achève par le dépôt d'une couronne accompagné d'un solo de trompette devant un monument aux morts qui retombe ensuite généralement dans l'oubli pour le reste de l'année? Avec la distance croissante qui nous sépare de la Seconde Guerre mondiale, de moins en moins de gens gardent un souvenir personnel des morts de cette guerre au sein de leur propre famille et de leur entourage. C'est pourquoi, aux yeux des plus jeunes générations si longtemps choyées par le bonheur de vivre en paix dans notre République fédérale que je viens de caricaturer ici avec quelques clichés, ce rituel de commémoration a perdu beaucoup de sa signification et se réduit à une suite de phrases creuses. Au même moment, l'expérience des dernières semaines et des derniers mois nous l'a appris, il va falloir nous réhabituer à ce que des soldats allemands meurent en mission dans les régions en crise. Il suffira ici de mentionner l'Afghanistan. Il faudra trouver une nouvelle forme de commémoration.

Mais regardons cela avec un peu plus d'attention: vous vous êtes séparés à Greven depuis déjà bien des années d'une culture du souvenir figée et entièrement tournée vers le passé, comme dans l'ancien temps. À la place, vous avez instauré une cérémonie commémorative pour la paix. Ce n'est pas le regard sur la Nation, la vision de chaque individu mort en tant que membre de la Nation allemande ou de la Nation dans son ensemble qui est mise en valeur par votre commémoration mais c'est la prise de conscience que le désir de paix est le propre de l'homme indépendamment de la Nation à laquelle il appartient. La reconnaissance des droits de l'homme en tant que condition inaliénable de la paix avait déjà fait l'unanimité à l'Assemblée générale des Nations Unies à la suite des leçons tirées de la Seconde Guerre mondiale. Elle retint donc ce principe dès le début du préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. Mais en même temps, les représentants des Gouvernements engagèrent aussi les États en codifiant le but à atteindre d' „encourager et soutenir le développement des relations amicales entre les Nations". Le droit de l'homme à la paix – l'obligation des Nations de créer entre elles des relations amicales – telles étaient les aspirations qui occupaient la scène internationale mondiale en

1948.

Pour l'Allemagne, c'est à dire pour l'Allemagne de l'Ouest à partir de 1949, ce noble principe signifiait aux débuts de la Guerre froide de marcher aux côtés de la France en tant que voisin direct avec lequel elle partageait à l'ouest 448 km de frontière. Pourtant les relations étaient profondément perturbées: depuis les guerres napoléoniennes, la notion franco-allemande d'ennemi héréditaire était bien ancrée dans les esprits et dans les coeurs de beaucoup de gens de chaque côté de la frontière. Ernst Moritz Arndt par exemple avait forgé les armes en 1812 dans son „Hymne à la Patrie” mis en vers:

„Aujourd'hui nous voulons homme pour homme
Rougir le fer par le sang,
Le sang du bourreau, le sang français –
O jour béni de la revanche!
Il sonne bien pour tous les Allemands
C'est la grande chose à faire.”

Après la montée du nationalisme pendant la guerre franco-allemande de 1870/71 et ses excès qui s'ensuivirent au cours des deux guerres mondiales, les temps ont fondamentalement changé, c'est un fait bien connu, depuis la Seconde Guerre mondiale. Au niveau de l'État, nous pouvons parler aujourd'hui d'une communauté d'intérêts stable entre la France et l'Allemagne sur les questions politiques importantes. Certains comparent le développement des relations franco-allemandes dans la seconde moitié du 20e siècle à un mariage d'amour, d'autres plus réalistes préfèrent parler d'un mariage de raison.

Tels Adam et Ève, Konrad Adenauer et Charles de Gaulle sont considérés communément comme étant à l'origine de ce mariage et fondateurs des relations entre l'Allemagne de l'Ouest et la France de l'après-guerre. Le Traité de l'Élysée de 1963, qui codifiait une étroite coopération des deux États sur les questions de politique étrangère, de sécurité nationale, d'éducation et de la jeunesse, fut considéré comme la date de naissance de „l'amitié héréditaire” car les débuts furent d'abord difficiles, beaucoup de Français se montrant extrêmement réservés face aux Allemands après les expériences de la Seconde Guerre mondiale. Lorsque Wilhelm Hausenstein, en tant que premier Consul général de l'Allemagne de l'Ouest, fit son entrée le 20 juillet 1950 au Quai d'Orsay, le Ministère français des Affaires Étrangères, il lui apparut évident qu'il s'agissait maintenant pour lui de „transformer lentement, en douceur, discrètement, voire sans se faire remarquer, cette passerelle encore étroite... en un pont plus praticable.” Mais la paix entre la République fédérale allemande et la France ne fut-elle vraiment réalisée que par les hommes politiques et les diplomates? Les historiens eux-mêmes le crurent pendant longtemps, mais nous en savons davantage aujourd'hui: car l'engagement pour la paix ne reposait pas seulement sur la responsabilité des hommes d'État de haut rang ou des diplomates mais les efforts s'intensifiaient aussi sur une petite échelle et portaient leurs fruits auprès des personnes privées et des communes qui sont les éléments les plus petits de la vie politique.

Nous voyons aujourd'hui que le Traité de l'Élysée reposait sur une base de consentements issus d'initiatives individuelles sans lien les unes avec les autres dans la plupart des cas. Leur impulsion provenait des milieux les plus divers de la population et elles étaient souvent portées par des motivations très différentes: les plus connues sont sans doute les grandes „organisations de rencontres”, comme par exemple la Société pour la Coopération internationale ou l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg. Il faut mentionner ici les médiateurs célèbres entre les deux sociétés, souvent étroitement liés aux deux cultures par leur biographie, comme Joseph Rovon ou aujourd'hui encore Alfred Grosser. Pendant ce temps, souvent sous-estimée jusqu'à ce jour, une contribution importante à la reconstruction des relations franco-allemandes jaillit des contacts privés qui dans bien des cas provenaient des expériences vécues au cours de la Seconde Guerre mondiale. Le premier jumelage franco-allemand entre Ludwigsburg et Montbéliard fondé en 1950 est dû à l'initiative du premier directeur de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg datant de 1948, Fritz Schenk, et du Maire de Montbéliard, Lucien Tharradin – ce dernier avait été prisonnier de guerre et membre de la Résistance déporté à Buchenwald. De

nombreux anciens soldats ou prisonniers de guerre comprirent qu'il était de leur devoir après les expériences des conflits d'apporter leur contribution personnelle au „Jamais plus cela!“ et de maintenir avec les Français ou les Allemands les contacts qui s'étaient créés pendant ces années-là. Quelques anciens travailleurs forcés du STO gardèrent des contacts après la fin de la guerre. Les cercles religieux poursuivirent souvent les contacts qui avaient pris naissance au cours de l'assistance spirituelle portée en période de guerre, les catholiques français par exemple participèrent au financement d'une église qui fut construite en 1953/54 dans la ville impériale de Speyer comme signe de la réconciliation et comme manifestation de l'Occident chrétien – tout près de la frontière franco-allemande et sur la rive gauche du Rhin qui fut longtemps le théâtre des combats entre la France et l'Allemagne. Même dans les petites villes ou les villes de taille moyenne se formèrent des cercles de citoyens qui sont souvent à l'origine d'associations franco-allemandes – les plus importants se retrouvent encore de nos jours dans les villes de garnison des soldats de l'occupation française.

Même si nous ne sommes pas encore en mesure à l'heure actuelle dans le cadre de la recherche historique de dessiner une sorte de cartographie des impulsions de la société civile et de leur développement dans le temps, nous pouvons dire cependant que dans beaucoup de cas ces cercles et ces initiatives d'origine essentiellement privée servirent de messagers dans le paysage politique parce qu'ils préparèrent et favorisèrent le développement des jumelages au niveau local et municipal. Le cas de Greven confirme ce modèle de façon classique: Georges Lалу, un ancien prisonnier de guerre français précisément, tendit la main de la réconciliation en 1962 aux anciens soldats Matthias Wendker et Aloys Wähning qui se trouvaient du côté allemand. Après l'hésitation des premiers pas et, ce qui n'est pas inhabituel aux jumelages de villes, une „période de fiançailles“ de plusieurs années, le jumelage passa en 1968 de l'initiative privée à l'espace public et fut officiellement scellé.

L'enseignement qui peut être tiré des panneaux que l'on voit à l'entrée de nombreuses localités d'Allemagne et d'Europe nous apprend que les jumelages de villes dans leur ensemble peuvent être considérés de nos jours comme „les témoins muets de l'histoire à succès des communes de l'après-guerre“ en Europe de l'Ouest, tout particulièrement entre l'Allemagne et la France, un aspect qui a peu fait l'objet de recherches jusqu'à ce jour. Comme le formula en 1952 à Innsbruck l'un des membres du congrès de l'Union internationale des maires, leur but était de promouvoir une coopération d'„homme à homme“, une meilleure connaissance et une meilleure compréhension afin de poser les fondations du rapprochement des peuples.

Même si déjà entre les deux guerres, au niveau communal, des hommes politiques s'engagèrent individuellement dans des organisations de rapprochement bilatérales, ce ne furent que des exceptions. A l'époque de la République de Weimar, le rapprochement international n'était pas du ressort de la politique communale. Une tentative vite abandonnée d'un mouvement pour le jumelage de villes partit de Boston (États-Unis) en mars 1923. Des personnes privées essayèrent de réduire les tensions internationales par l'intermédiaire de ce que l'on appelait des „associations fraternelles“ entre des villes d'Europe et des États-Unis. Dans le contexte allemand, on parle également volontiers entre les deux guerres des prémices d'un mouvement de jumelage de villes. Les liens entre Kiel et Sonderburg (1925) ou Wiesbaden et Klagenfurt (1930) peuvent être ici cités en exemple – pourtant, en règle générale, il ne s'agissait pas de jumelages de villes mais plutôt de parrainages de villes. Ils avaient seulement pour but de promouvoir la culture germanique dans des régions dont l'Allemagne s'était retirée après les accords de paix de la Première Guerre mondiale. Ce n'était pas le rapprochement des peuples qui était recherché mais la consolidation des coutumes populaires dans un environnement considéré comme hostile, sous l'emprise d'une autre nation. Sous une autre forme, les jumelages de villes furent repris après la Seconde Guerre mondiale, tandis que communes et Länder, en étroite coopération avec les organisations d'expulsés, fondaient des parrainages avec les villes et les régions dont ceux-ci étaient originaires. Beaucoup de noms de rues en témoignèrent. Dans les années cinquante, le nombre de ce que l'on appelait les „parrainages de l'Allemagne de l'Est“ dépassait considérablement celui des jumelages de villes de l'Europe de l'Ouest, pourtant leur importance politique diminua à partir des années soixante.

Le début des véritables jumelages de villes après la Seconde Guerre mondiale fut au contraire plutôt difficile et rien n'indiquait que seraient recensés en 2003 presque 2.500 jumelages entre l'Allemagne et la France et que sur quatre Français et Allemands trois vivraient dans une commune qui entretiendrait un jumelage: peu de jumelages avant la création de la République fédérale, un départ timide dans les années cinquante, un premier apogée des jumelages franco-allemands auquel Greven participa précisément dans les années soixante, suivi d'une crise dans les années soixante-dix et pour finir un nouvel épanouissement depuis les années quatre-vingts et un certain affaiblissement, une accoutumance et une perte d'euphorie dans les dernières années, voilà ce qui a marqué les étapes les plus importantes du développement des jumelages de villes. Sur le plan du contenu, les intentions de réconciliation individuelles dominèrent immédiatement la période d'après-guerre, puis suivirent dans les années cinquante un effort de communication, jusqu'au milieu des années soixante-dix la tentative de construire en commun une plus grande partie du quotidien, puis jusqu'à la fin de l'ancienne République fédérale l'abandon progressif d'une politique de jumelage qui était dominée par des symboles et fut remplacée par la création de projets communs et pour finir depuis le tournant de 1989 l'orientation vers des jumelages avec l'Europe de l'Est et une sollicitude pour des initiatives concernant l'ensemble de l'Europe.

Reste la question de savoir si les jumelages de villes ont été décidés d'une certaine manière à l'abri du vent de la politique, donc ont suivi la politique – ou bien – et ce serait l'antithèse – ont préparé parallèlement la politique par leur action pacificatrice et permis l'ouverture des barrières. En ce qui concerne les relations franco-allemandes, on peut constater que la signature du Traité de l'Élysée en 1963 était fondée sur le consentement de nombreuses personnes et organisations. Plus d'une centaine de jumelages de villes qui existaient à ce moment-là faisaient un écho important qui confirmait l'acceptation publique de ce traité à l'intérieur de la société. Les jumelages de villes étaient une forme comparablement précoce de relations sociales et en sont jusqu'à ce jour une forme très particulière largement enracinées au-delà des frontières. Ils sont la preuve d'une européanisation par la base et confirment à leur manière que le nombre des acteurs a considérablement augmenté sur le plan international après la Seconde Guerre mondiale et que les communes sont également devenues des acteurs largement autonomes au-delà des frontières. Pourtant leurs initiatives surtout à l'époque de la Guerre froide pouvaient être instrumentalisées par la politique étrangère – il faut juste rappeler à cet endroit le fait curieux que, dans quelques cas isolés, des municipalités communistes en France fondèrent un jumelage avec une ville de la RDA, ce qui eut ensuite des effets problématiques pour la nouvelle équipe dirigeante de la ville au prochain changement de pouvoir.

Mais venons-en à la conclusion et posons-nous la question: Comment ces "jumelages de villes", ce modèle qui a réussi, doivent-ils se poursuivre?

Il est indispensable d'entretenir les relations établies et si possible d'amener de nouveaux groupes de population à participer aux jumelages. Les nombreuses rencontres nous ont très vite appris justement que non seulement chez nous mais aussi chez nos voisins la vie se présente sous ses formes les plus diverses et les plus colorées. C'est pour cette raison que nous devons nous exprimer au pluriel et ne pas parler de l'"Allemagne" et de la „France" mais des „Allemands" et des „Français", regardons, découvrons les êtres humains, les individus derrière tous ces qualificatifs collectifs qui ne peuvent être qu'erronnés. Mais nous devons affronter maintenant un nouveau défi:

N'oublions pas les individus derrière les soldats de la République fédérale morts récemment et derrière leurs opposants – réfléchissons à nouveau en tant que citoyen, personne privée ou responsable communal, au moyen de produire dans notre champ d'action si limité un nouvel écho qui incite la politique nationale, européenne ou mondiale, à une action pacificatrice dans ces nouvelles situations de conflit si imprévisibles. Nos problèmes actuels et les menaces contre la paix ne résident plus le long de nos frontières nationales avec nos voisins les plus proches mais défient nos valeurs morales (démocratie, droits de l'homme) que nous avons acquises si douloureusement à l'époque moderne. La politique étrangère sur une petite échelle, sur l'échelle communale, continue d'être nécessaire. Le regard sur l'histoire des relations franco-allemandes des soixante dernières années, sur les jumelages et la

promotion de la jeunesse, qui ont permis aux coeurs des hommes de s'ouvrir les uns aux autres, pourrait nous apporter une étincelle d'espoir afin d'accomplir cette tâche difficile.

Je vous remercie.